

Le grand bal des hypocrites

Quel crédit accorder au grand Mufti d'Arabie saoudite, le cheik Abdul Aziz al-Sheikh, lorsqu'il proclame l'Etat Islamique en Irak et au Levant (EEIL) «ennemi n°1 de l'Islam» ? La question se pose lorsqu'on sait que, primo, l'EEIL est pour partie une progéniture de l'Arabie saoudite et que, secundo, c'est son Islam, d'inspiration wahhabite, qui sert le mieux les intérêts de ses commanditaires qui ont tout fait pour l'installer aux commandes là où ils ont pu.

C'est un journal de droite, *Le Figaro*, qui l'écrivait vendredi dernier : «Les monarchies pétrolières du Golfe arabo-Persique, par «mécènes» interposés, ont largement contribué à fournir toute la logistique nécessaire à l'offensive d'EIL. Pour elles, peu importent les moyens utilisés pour autant, espéraient-ils, qu'al-Baghdadi participe aux combats contre les chiites, et donc contre l'Iran, pour la suprématie régionale».

Abu Bakr Al-Baghdadi a été recruté par la CIA et le Mossad lorsqu'il était prisonnier à Guantanamo de 2004 à 2009, pour mener à bien une opération dénommée «Nid de frelons» et destinée à fonder un groupe en mesure d'attirer des djihadistes de différents pays vers un endroit précis, et ainsi les tenir loin d'Israël. Pour l'agent américain réfugié en Russie, Snowden, «la seule solution pour protéger l'État juif est de lui créer un ennemi à ses frontières, mais en le dirigeant contre les Etats islamiques qui s'opposent à sa présence».

C'est le grand bal des hypocrites. Au final, ils ont enfanté un monstre que le secrétaire à la défense américain Chuck Hagel décrit ainsi : «Aussi bien organisé et financé que toute autre organisation dont nous ayons eu connaissance. Ils sont plus qu'un simple groupe terroriste. Ils allient idéologie et sophistication militaire. Ils sont incroyablement bien financés. Cela va au-delà de tout ce qu'il nous a été donné de voir.»

Aussi, il ne faut pas croire que les

monarchies moyenâgeuses érigées en empires théocratiques sont réellement libres d'agir à leur guise.

«Les Emirats arabes unis ont dit et fait tout ce qu'il fallait pour prouver qu'ils veulent un partenariat renforcé avec l'OTAN», souligne Billal Y. Saab dans une étude au titre éloquent : «Friends With Benefits : What the UAE Really Wants from NATO», parue ce 14 août dans *Foreign Affairs* (*).

Voilà qui éclaire un peu mieux sur leurs véritables intentions dans le monde arabe : servir de cheval de Troie de l'OTAN.

L'auteur de l'article nous rafraîchit la mémoire en rappelant que les Emirats, en plus d'avoir nommé un ambassadeur à l'OTAN, ont également appuyé des missions importantes de l'organisation, par exemple en contribuant à la puissance aérienne lors de l'opération Unified Protector qui a réduit en miettes l'Etat libyen en 2011, et en participant à l'International Security Assistance Force, un programme qui forme les forces de sécurité afghanes dans un pays ramené à l'âge de pierre. Plus récemment, l'adhésion des Emirats à l'Initiative de coopération d'Istanbul en 2004, qui se propose d'offrir aux pays du Moyen-Orient «une relation bilatérale de sécurité» avec l'alliance, a encore consolidé la relation.

«Ce que veut l'OTAN des Emirats arabes unis est clair : l'aide à la lutte contre le terrorisme, le financement des opérations militaires, la protection des voies maritimes régionales, les itinéraires d'approvisionnement en énergie et les cybernetworks. Ce que veulent les Emirats arabes unis de l'OTAN est peut-être moins évident». Voilà qui est bien dit parce qu'il apparaît de plus en plus que le décideur est unique et qu'il ne souffre pas de la moindre adversité.

La courte existence de l'Emirat n'a rien d'héroïque : il est né du retrait du Royaume-Uni du golfe Persique en 1971 pour passer immédiatement sous tutelle américaine, au nom d'un partenariat pour la protection régionale.

Ce «partenariat» s'est traduit, en 1990 et 1991, par un engagement militaire commun pour chasser l'Irak baathiste du Koweït puis, plus tard, un alignement systématique sur Washington concernant la question nucléaire iranienne. Depuis, les événements n'ont fait que confirmer l'existence des Emirats comme un Etat des USA à part entière, avec notamment la signature le 25 juillet 1994, d'un accord de défense, dont les termes restent encore secrets. «Aujourd'hui, les États-Unis considèrent les Émirats arabes unis comme un de leurs partenaires les plus fiables au Moyen-Orient», commente l'auteur.

En sens inverse, Abu Dhabi s'appuie exclusivement sur Washington et ce, d'autant que depuis qu'Obama a pris ses fonctions en 2009, le Conseil de coopération du Golfe ne répond plus à la demande de sécurité des EAU. Celles-ci disposent certes de capacités militaires, mais elles semblent bien théoriques car elles sont en grande partie non intégrées.

Les Emirats ne sont pas encore membres à part entière de l'OTAN, ce qui ne l'autorise pas à leur assurer sa garantie de défense collective. Pour l'instant, ils sont placés sous la coupe de leur instructeur turc. A ce titre, ils viennent de participer à des exercices de défense aérienne en Turquie, coopèrent avec la marine turque sur la sécurité maritime et envoient leurs cadres militaires en formation au Collège de défense de l'OTAN en Italie.

Les attentes des Emirats s'arrêtent-elles à une adhésion pleine et entière à l'OTAN ? s'interroge enfin l'auteur de l'étude.

«Soyons honnête : pour Abu Dhabi, l'objectif réel n'est pas l'OTAN et sa bureaucratie, mais Washington, Londres et Paris, les trois puissances les plus influentes de l'Alliance». Le partenariat renforcé avec l'OTAN sert à développer ces liens avec les trois pays qui participent le plus à la sécurité de l'Emirat - il dépense le plus clair de son budget de défense pour acqué-



Par Ammar Belhimer
ammabelhimer@hotmail.fr

rir des armes des Etats-Unis, du Royaume-Uni et de France.

«En institutionnalisant davantage leurs relations avec l'OTAN, les Emirats arabes unis espèrent renforcer la conviction des responsables américains, britanniques et français qu'ils ne peuvent compter que sur eux dans la région.»

Le prochain sommet de l'OTAN, au Pays de Galles en septembre, constitue une étape cruciale dans cette perspective : « Les deux parties doivent convenir qu'il est arrivé le moment de dépasser les subtilités diplomatiques et la coopération symbolique pour œuvrer à l'apaisement dans un Moyen-Orient qui se détériore rapidement.»

L'auteur leur accorde des ambitions démesurées en écrivant : «Tout cela est bien beau. Pour les Emirats arabes unis, il leur reste un seul moyen pour arriver à leur fin: un meilleur accès à la prise de décision à Washington, Londres et Paris - puis, peut-être, une place véritable à la table de l'OTAN.»

Au-delà de ces chimériques intentions, c'est d'une fusion organique des monarchies théocratiques avec le capital financier international dont il est question ici.

A. B.

(*) Bilal Y. Saab, «Friends With Benefits : What the UAE Really Wants from NATO», *Foreign Affairs*, 14 août 2014.

PÈLERINAGE À LA MECQUE

2 millions de fidèles et 8,5 milliards de dollars attendus

L'Arabie saoudite devrait engranger quelque 8,5 milliards de dollars du prochain pèlerinage à La Mecque début octobre, auquel près de 2 millions de fidèles sont attendus, selon une étude publiée lundi.

Dans cette étude, la Chambre de commerce de La Mecque précise que les revenus du prochain hadj devraient progresser de 3% par rapport à la dernière saison de ce grand rassemblement annuel musulman.

Ces estimations ont été établies sur la base d'une participation au prochain hadj de 1,98 million de fidèles, dont 1,38 million attendus de l'étranger (70%) et

quelque 600.000 Saoudiens et résidents du royaume.

Un pèlerin venu de l'étranger dépense en moyenne 17.381 riyals (4.633 dollars) et celui de l'intérieur du royaume 4.948 riyals (1.319 dollars), ajoute l'étude.

Ces dépenses concernent notamment le logement, la nourriture et les boissons, les cadeaux et les communications. Outre le hadj, qui s'effectue une fois par an et sur une courte période, l'Arabie saoudite accueille aussi des millions de fidèles pour la omra, qui peut être accomplie tout au long de l'année.

Ainsi, quelque 6 millions de fidèles



ont effectué les rites de la omra durant le dernier Ramadhan, mois du jeûne musulman, qui a coïncidé avec le mois de juillet selon les autorités. Tout musul-

man doit, s'il en a les moyens, effectuer le hadj au moins une fois dans sa vie, mais il peut également effectuer la omra à n'importe quel moment.

CHACUN DE VOS DONNS PERMETTRA À UN ENFANT NÉCESSITEUX UNE RENTRÉE CONVENABLE

Dans le cadre de son opération caritative «RENTRÉE SCOLAIRE», l'association **CARPE DIEM** a besoin d'articles scolaires qui serviront à aider les familles nécessiteuses : cartables, cahiers, stylos, crayons, gommes, taille-crayons, protège-cahiers, règles. Vous pouvez déposer vos dons au siège du *Soir d'Algérie*.

Pour toutes informations, contactez :

0550 285 489